

Göran Therborn est professeur de sociologie à l'université de Cambridge. Cette traduction est une version réduite d'un article initialement paru dans la New Left Review (2012, n° 78) sous le titre « [Class in the 21st Century](#) ». Elle a d'abord été publiée dans le n° 23 de la revue Contretemps « [papier](#) ».

Alors qu'il existe quantité d'étiquettes recevables pour qualifier le 20^{ème} siècle, en termes d'histoire sociale ce fut clairement l'ère de la classe ouvrière. Pour la première fois, les travailleurs dépossédés des moyens de production devinrent une force politique majeure dans la durée. Cette rupture fut annoncée par le Pape Léon XIII (le chef de l'organisation sociale la plus ancienne et la plus importante du monde) dans son encyclique *Rerum Novarum* en 1891. Le Pape fit remarquer que le progrès de l'industrie avait mené à « l'accumulation de la richesse pour quelques uns et la misère pour la multitude ». Mais cette période fut aussi caractérisée par la « plus grande confiance en soi et la cohésion plus ferme » des travailleurs¹. Tout autour du globe, les syndicats s'implantèrent dans la plupart des entreprises industrielles, et dans beaucoup d'autres entreprises également. Les partis de la classe ouvrière devinrent des forces électorales majeures (parfois même dominantes) en Europe et dans les pays d'Australasie qui en sont issus. La Révolution d'Octobre en Russie fournit un modèle d'organisation politique et de transformation sociale pour la Chine et le Vietnam. L'Inde de Nehru se donna comme but revendiqué de suivre un « plan de développement socialiste », de même que la majorité des États postcoloniaux. De nombreux pays africains parlèrent de construire des « partis ouvriers » quand ils ne comptaient pas plus de prolétaires qu'il n'en faudrait pour remplir deux ou trois salles de classe.

C'est dans les rues de Chicago que fut pour la première fois célébré le Premier Mai [Journée des travailleurs, NdT] en 1886, avant de l'être à la Havane et dans d'autres villes d'Amérique Latine dès 1890. Les organisations du mouvement ouvrier s'avérèrent être une force importante dans les Amériques, même si elles restaient traditionnellement subordonnées. [...] La classe ouvrière du Mexique, numériquement peu importante, ne fut pas un acteur de premier plan dans sa Révolution (bien qu'elle ne jouât pas non plus un rôle négligeable) mais l'élite post-révolutionnaire consacra beaucoup de son énergie à absorber les organisations du mouvement ouvrier dans son appareil d'État. [...] Alors qu'on pouvait difficilement en dire de même de Getúlio Vargas et de son « Nouvel État » au Brésil, une série de mesures progressistes concernant le droit du travail devinrent un de ses héritages. En Argentine, ce fut la mobilisation de la classe ouvrière, dirigée notamment par des militants trotskystes, qui amena Juan Perón au pouvoir, garantissant au syndicalisme en Argentine (ou tout au moins à ses dirigeants) une voix puissante au sein du mouvement péroniste depuis lors. Les mineurs de Bolivie jouèrent un rôle central dans la Révolution de 1952, et quand la production d'étain s'effondra dans les années 1980, les qualités d'organisateur de ceux qui furent obligés de chercher du travail ailleurs fournirent à Evo Morales et à ses planteurs de coca des cadres disciplinés pour construire la colonne vertébrale de son mouvement.

Le plus bel hommage à la centralité de la classe ouvrière au siècle dernier fut sans doute rendu par les ennemis les plus fanatiques des mouvements indépendants des travailleurs, à savoir les fascistes. L'idée du « corporatisme » était vitale à l'Italie de Mussolini : prétendre réunir le travail et le capital, et en réalité contenir le mouvement ouvrier dans un champ clôturé par le capital et l'État. Le mouvement d'Hitler se donnait pour nom le Parti national-socialiste des travailleurs allemands, et son Allemagne devint le second pays au monde (à

la suite de l'Union Soviétique mais avant la Suède) à faire du Premier Mai un jour férié : la « Journée du Travail Allemand ». Durant les quatre-vingt premières années du 20^{ème} siècle, les travailleurs ne pouvaient pas être ignorés ni traités avec désinvolture. Si on n'était pas de leur côté, il fallait les maintenir fermement sous contrôle. [...]

Alors que le siècle de la classe ouvrière s'est terminé sans le moindre doute dans la défaite, la désillusion et le désenchantement, il a aussi laissé des réussites durables. La démocratie comme modèle politique universel, dont les violations de nos jours sont impossibles sans recours à des arguments fallacieux, en est une. [...] Le droit des travailleurs salariés à s'organiser et à pratiquer la négociation collective fut un autre gain majeur de la conjoncture d'après-guerre. Les forces conservatrices ont rogné progressivement ces avancées récemment aux États-Unis et au Royaume-Uni, mais dans le même temps leur influence s'est répandue à travers le monde, jusqu'aux secteurs formels de l'économie en Afrique et en Asie. Il demeure puissant en Amérique Latine et dans la plus grande partie de l'Europe.

Le 20^{ème} siècle ne peut en aucun cas être saisi sans une compréhension entière de ses grandes révolutions, la russe et la chinoise, avec leurs profondes répercussions en Europe de l'Est, dans les Caraïbes et dans l'essentiel de l'Asie de l'Est et du Centre, sans parler de leur influence sur le mouvement ouvrier et les politiques sociales en Europe de l'Ouest. [...] Indubitablement, ces révolutions ont déclenché une répression brutale et des épisodes d'une cruauté moderne aveugle qui ont eu pour conséquences d'immenses souffrances, comme les famines qui eurent lieu sous le règne de Staline et Mao. Leurs succès géopolitiques sont tout aussi indiscutables (bien qu'ils le soient difficilement sur la base de résultats valorisés par la gauche). La Russie, arriérée et en pleine déliquescence, vaincue par les Japonais en 1905 et par les Allemands en 1917, devint l'URSS : un État qui battit Hitler et s'imposa comme la deuxième superpuissance mondiale, semblant être pendant un temps un concurrent sérieux à la suprématie états-unienne. La révolution chinoise mit fin à 150 ans de déclin et d'humiliation pour « l'Empire du Milieu », et transforma la Chine en une force politique mondiale avant que sa marche sur la voie capitaliste ne fasse d'elle la seconde puissance économique au monde.

Ces révolutions du 20^{ème} siècle ont laissé au monde quatre contributions progressistes importantes. Premièrement, le défi majeur qu'elles représentaient eut un impact crucial sur les réformes d'après-guerre au sein du monde capitaliste : la redistribution des terres au Japon, à Taïwan et en Corée du Sud ; le développement des droits sociaux en Europe de l'Ouest ; les réformes de « l'Alliance pour le Progrès » en Amérique Latine. Tout cela fut réalisé sous la pression de la menace communiste. Deuxièmement, l'existence d'un bloc rival possédant sa propre idéologie joua un rôle important dans l'affaiblissement du racisme euro-étatsunien et du colonialisme. Eisenhower n'aurait pas envoyé les troupes fédérales pour faire appliquer la déségrégation en Arkansas s'il n'avait pas eu pour préoccupation de gagner la bataille de la propagande contre Moscou. [...] Troisièmement, quoi que l'on dise de l'autoritarisme inflexible de ses dirigeants, le mouvement communiste a produit un nombre extraordinaire de militants altruistes et dévoués partout dans le monde. [...] Enfin, et c'est d'une importance plus discutable, il existe un héritage organisationnel qui reste un facteur décisif du monde moderne. Les États des deux grandes révolutions ne sont certes plus des symboles d'espoir, mais ils sont essentiels au maintien, même tout relatif, d'un pluralisme géopolitique. [...]

Les partis communistes ou leurs descendants conservent un ancrage dans de nombreux pays. Le communisme est présent de façon significative sur la scène politique indienne,

même s'il est éclaté entre forces concurrentes. [...] Il existe des partis importants en Grèce, au Portugal, au Japon, au Chili et en République Tchèque [...] et la coalition Syriza, dirigée par d'anciens eurocommunistes, est arrivée seconde à l'élection de juin 2012 en Grèce, juste derrière le premier. Un des produits les plus novateurs de la tradition communiste en Europe se trouve être Die Linke en Allemagne, qui rassemble les communistes réformateurs et les sociaux-démocrates de gauche, et il existe plusieurs autres formations post-communistes qui méritent d'être signalées, du Parti de gauche suédois à AKEL qui est au pouvoir à Chypre.

Le Parti communiste sud-africain fait partie de la coalition au pouvoir par le biais de son alliance avec l'ANC ; le PC brésilien joue un rôle secondaire au gouvernement national, de même que les communistes indiens jusqu'à une époque récente. Le communisme a fait son retour au parlement chilien, après un intervalle de presque quarante ans à la suite du coup d'État de Pinochet, et le Printemps Arabe de 2011 a permis à des groupes de gauche ancrés dans la tradition communiste de faire leur réapparition, bien qu'ils restent aux marges de la vie politique. [...] Ailleurs, il est intéressant de constater à quelle vitesse la tradition communiste s'est évanouie après 1989, ses partis embrassant le nationalisme conservateur (le résultat produit en Russie et dans les républiques d'Asie Centrale) ou la social-démocratie de droite, comme ce fut le cas en Pologne et en Hongrie. Les communistes en Italie ont même trouvé le mot « social » trop de gauche à leur goût, préférant se désigner sous le nom de Parti Démocrate, sans adjectifs, sur le modèle des États-Unis.

L'aile réformiste du mouvement ouvrier du 20^{ème} siècle nous a aussi laissé une contribution durable, produisant l'un des principaux partis de gouvernement dans la plupart des pays européens. [...] La social-démocratie moderne de centre-gauche est sans doute encore une force de progrès dans certains domaines, en défendant les droits des femmes, des enfants et des homosexuels. Mais ses partis ont pour l'essentiel capitulé devant le libéralisme, sous une forme ou une autre, dans le domaine de la politique économique. Sa base originelle parmi les travailleurs a été politiquement marginalisée et minée par le changement social. [...] L'État-providence (un État de droits sociaux pour les citoyens) est la plus grande réussite du réformisme du 20^{ème} siècle. Il est actuellement attaqué, et timidement défendu. [...] Dans les pays membres de l'OTAN, l'État-providence a subi plusieurs coups durs, surtout dans les pays où il était le plus faible depuis le départ, mais il ne va pas être entièrement démantelé. Au contraire, ses principes politiques se sont étendus à l'échelle mondiale, trouvant un écho en Chine et dans d'autres pays d'Asie, et consolidant leur emprise dans une grande partie de l'Amérique Latine. La Chine et l'Indonésie sont ainsi en passe de mettre en place une couverture maladie universelle, bien avant les États-Unis.

Expliquer la défaite

Il y a ainsi des acquis progressistes durables légués par le 20^{ème} siècle. Mais les défaites de la gauche, alors que le siècle touchait à sa fin, doivent également être comprises. L'école de pensée euro-étatsunienne dominante ne parvient pas à expliquer pourquoi la contre-révolution capitaliste a pu obtenir une telle victoire. Marx avait prédit un conflit entre les forces productives et les rapports de production – les premières de plus en plus socialisées, les secondes demeurant privées et capitalistes – qui devait s'accroître au fil du temps. Cela constituait ce que Marx appelait la grande dialectique et, débarrassée de ses ornements apocalyptiques, elle a été confirmée par la suite des événements. [...]

C'est dans les années 1970 que le mouvement ouvrier a atteint son point culminant, en termes de syndicalisation et d'activité militante [...], mais aussi par la pénétration d'idées radicales dans le courant dominant (*mainstream*), qu'il s'agisse des fonds de solidarité de travailleurs salariés (*wage-earners' funds*) proposés par la social-démocratie suédoise ou du Programme commun de la gauche française, avec ses appels à des nationalisations de grande envergure et à une « rupture avec le capitalisme ». Peu ont alors réalisé qu'il s'agissait là d'un sommet précédant la chute. [...] Les sceaux politiques de l'ère nouvelle devaient encore être apposés, mais cela ne tarda pas : les victoires électorales conjointes de Thatcher et Reagan en 1979-1980 furent suivies de la capitulation du gouvernement Mitterrand devant le néolibéralisme en 1983 et l'abandon du plan Meidner par les sociaux-démocrates suédois.

La grande dialectique avait été suspendue, et même inversée. Le triomphe du néolibéralisme ne peut être ramené à une question idéologique ; comme les marxistes auraient dû l'anticiper, il disposait d'une ferme base matérielle. La financiarisation – un ensemble de développements qui inclut la libéralisation des flux de capitaux, l'expansion du crédit, les transactions numériques et la concentration du capital dans des fonds de pension et d'assurance – a généré d'énormes quantités de capital privé concentré, se répandant au-delà des nouveaux casinos financiers. Durant l'été 2011, les liquidités financières dont disposait Apple dépassaient celles du gouvernement états-unien. La révolution électronique a permis au management privé de fonctionner à distance, en établissant des chaînes globales de marchandises et dissolvant les vieilles économies d'échelle. Dans ce contexte transformé, la privatisation et la marchandisation se sont substituées à la nationalisation et la régulation, imposant leur omniprésence au cœur des politiques publiques.

Accompagnant la grande dialectique, on peut parler d'une petite dialectique, qui envisage le développement capitaliste sous l'angle d'une de ses conséquences, à savoir la force et l'opposition des classes ouvrières au capital. Sur ce plan également, on peut observer un recul à mesure que les pays riches ont commencé à se désindustrialiser. [...] La production manufacturière se déplaça au-delà de la sphère euro-étatsunienne. Dans les nouveaux centres de la production – en premier lieu l'Asie de l'Est – la petite dialectique mit un certain temps à prendre effet. Mais nous pouvons maintenant retrouver ses conséquences, d'abord visibles en Corée du Sud durant les années 1980 et se répandant actuellement en Chine ; bien que l'organisation des travailleurs et la contestation sociale soient généralement confinées à des territoires donnés, les salaires chinois et les conditions de travail s'améliorent significativement. En 2002, on trouvait en Chine deux fois plus de travailleurs industriels que dans tous les pays du G7 réunis².

Nations et classes

Il est ironique, en un certain sens, que l'on puisse parler du 20^{ème} siècle comme ayant appartenu à la classe ouvrière. Alors que ce siècle a bien constitué l'âge de l'égalisation socio-économique *au sein* des nations, en conséquence des luttes ouvrières, il a aussi été celui de l'inégalité maximale *entre* nations au niveau global. En raison du « développement du sous-développement » au cours des 19^{ème} et 20^{ème} siècles, l'inégalité entre êtres humains devint en grande partie fonction du lieu où ils vivaient. En 2000, on estimait que 80% de l'inégalité de revenu entre foyers pouvait être attribué à leurs pays de résidence³. Pourtant, au 21^{ème} siècle, ce sont les nations qui convergent alors que les classes divergent.

[...] La puissance économique de l'Asie – Chine, Inde et les membres de l'ASEAN [Association des nations de l'Asie du Sud-Est] – s'est accrue deux fois plus vite que la moyenne globale. Depuis 2001, l'Afrique sub-saharienne a également connu une croissance plus forte que le monde et ses « économies avancées », après avoir été tragiquement ralentie durant le dernier quart du 20^{ème} siècle. L'Amérique latine a aussi connu une croissance plus forte que les États développés depuis 2003. À l'exception de l'Europe post-communiste, « les économies émergentes et en développement » ont également mieux résisté à la crise des banquiers anglo-saxons que le monde riche. Je pense que nous sommes ici témoins d'un tournant historique, non seulement en termes géopolitiques mais également concernant l'inégalité. L'inégalité transnationale décline en moyenne, bien que le fossé entre les riches et les plus pauvres n'ait cessé de s'élargir. Mais, dans l'ensemble, l'inégalité au sein des nations augmente – même si cela s'opère à des rythmes inégaux, si bien qu'on ne peut parler d'une quelconque logique universelle de « globalisation » ou de changement technologique sans faire violence aux faits.

Il en a résulté un retour de la classe en tant que déterminant toujours plus puissant de l'inégalité. Cette tendance s'est installée depuis les années 1990, une période où les inégalités de revenus en Chine se sont envolées de même qu'en Russie post-soviétique, alors que la modeste tendance à l'égalisation dans l'Inde rurale s'inversait. En Amérique latine, le Mexique et l'Argentine ont dû supporter les chocs du néolibéralisme. Une étude du FMI a montré par ailleurs que dans toutes les régions du globe, le quintile le plus riche au niveau national est le seul groupe qui a augmenté sa part du revenu total dans les années 1990, aussi bien dans les pays riches que pauvres⁴. Tous les quintiles inférieurs ont régressé. Les changements les plus importants ont eu lieu aux plus hauts sommets de l'échelle des revenus. De 1981 à 2006, les 0,1% les plus riches ont augmenté leur part de richesse aux États-Unis de six points ; pour le reste des infâmes 1%, l'augmentation fut de quatre points. Les 9% en-dessous d'eux ont accru ou maintenu leur part, alors que les 90% restants de la population ont perdu du terrain⁵. Durant une année de modeste amélioration après la crise de 2008-2009, le centile le plus riche s'est accaparé la proportion effrayante de 93% de tous les gains de revenus aux États-Unis.

Les mêmes tendances inégalitaires ont été à l'œuvre en Chine et en Inde, bien que la part de richesse accaparée par les 1% les plus riches y soit de loin inférieure à celle observée aux États-Unis. [...] Alors qu'elle constituait depuis longtemps la région du monde la plus inégale, l'Amérique latine est allée dans la direction opposée et est à présent le seul lieu au monde où l'inégalité décroît. C'est le reflet d'une opposition populaire (*popular backlash*) au néolibéralisme des régimes militaires et de leurs successeurs civils, avec les politiques de redistribution adoptées au Brésil, en Argentine, au Venezuela au cours de la dernière décennie.

Une autre manière de comparer les classes au niveau international consiste à mesurer leur Indice de Développement Humain (IDH), qui inclut les revenus mais aussi l'espérance de vie et l'éducation – une opération extrêmement ambitieuse et très compliquée qui induit des marges considérables d'erreur. Néanmoins, cela donne des indications utiles concernant l'inégalité mondiale. Le quintile états-unien le plus pauvre a un niveau de développement humain inférieur au quintile le plus riche de Bolivie, d'Indonésie ou du Nicaragua ; il se situe en-dessous de celui des 40% de Brésiliens et de Péruviens les plus chanceux, et s'établit à un niveau légèrement inférieur aux 80% les plus favorisés de Colombie, du Guatemala et du Paraguay⁶. L'importance de la classe est également amenée à s'accroître pour d'autres raisons que la simple convergence économique entre nations. Les inégalités de race et de genre, bien que loin de s'éteindre, ont perdu une partie de leur

pertinence – un exemple important étant la chute de l’apartheid en Afrique du Sud. Le pays offre à présent l’un des exemples les plus spectaculaires de polarisation de classe, après la disparition du racisme institutionnel. [...]

Les rapports de classe et les conflits de classe au 21^{ème} siècle vont se développer dans deux nouvelles configurations, qui sont toutes deux majoritairement non-européennes et ont leurs centres de gravité au sud de la zone contrôlée par l’OTAN. L’une sera probablement déterminée par les espoirs et les ressentiments de la classe moyenne. Une autre trouvera sa base parmi les travailleurs et les classes populaires dans toute leur diversité – les *plébéiens*, plutôt que le prolétariat. Dans chacune des deux configurations, on peut distinguer deux trajectoires imaginables.

Le 21^{ème} siècle sera-t-il celui de la classe moyenne ?

Une conception est déjà en train de prendre forme, faisant du 21^{ème} siècle l’âge de la classe moyenne globale. Les travailleurs du siècle précédent sont chassés des mémoires, un projet d’émancipation universelle mené par le prolétariat est remplacé l’aspiration universelle à un statut de classe moyenne. Dilma Rousseff, l’ancienne guérillera qui a pris la succession de Lula à la présidence du Brésil, a formulé le vœu de « transformer le Brésil en une population de classe moyenne »⁷. Dans son étude sur les perspectives globales pour 2012, l’OCDE a évoqué le besoin de « soutenir la classe moyenne émergente », alors que Nancy Birdsall, du Centre pour le développement global, a fait référence à l’« indispensable classe moyenne » et exhorté les législateurs à modifier leurs objectifs, d’une « croissance favorable aux pauvres » à une « croissance favorable à la classe moyenne »⁸. [...]

Deux éminents économistes de la pauvreté, Abhijit Banerjee et Esther Duflo, offrent une perspective fondée sur des études internationales portant sur les foyers de 13 pays – incluant la Tanzanie, le Pakistan et l’Indonésie. En se focalisant sur ceux qui disposent d’un revenu se situant entre 2\$ et 10\$ par jour, ils s’interrogent sur ce qui les identifierait à la classe moyenne. Leur résultat le plus remarquable est le suivant : cette « classe moyenne » n’est pas plus entrepreneuriale dans son approche de l’épargne et de la consommation que les pauvres qui se situent en-dessous du seuil de 2\$. La caractéristique qui définit ses membres est qu’ils disposent d’un travail salarié et stable⁹. On pourrait ainsi les décrire comme se situant dans la classe ouvrière stable plutôt qu’appartenant à une classe moyenne pour le moins nébuleuse. Le gouvernement brésilien a tendance à souligner la vulnérabilité de la classe moyenne, qui serait en permanence soumise au risque de retomber dans la pauvreté, exigeant ainsi un soutien et une attention prudente. En Asie – particulièrement dans l’est du continent – on ne constate guère un souci équivalent.

En Chine, la classe ou la strate moyenne est devenue un sujet majeur de discussion aussi bien pour les universitaires que dans les médias à partir de la fin des années 1990. Avant cela, toute discussion à propos de la classe moyenne était interdite, et certains de ses défenseurs continuent à regretter la « pression idéologique » qui refuse à cette classe une pleine légitimité sociale¹⁰. Les chercheurs chinois tendent à présent à idéaliser la classe moyenne, en se fondant sur les stéréotypes états-uniens tout en évitant toute discussion critique du concept. La classe moyenne est considérée comme la cible principale par les médias chinois, dont l’approche est fortement inspirée par les publications états-uniennes – de *Vogue* à *Business Week* – qui sont à présent largement disponibles en Chine¹¹. Elle a aussi été reconnue comme un rempart, favorisant la stabilité et la modération politiques

dans les années à venir. Néanmoins, certains commentateurs perspicaces ont remarqué que c'est la croissance des inégalités de revenus qui a établi les fondements de cette nouvelle classe moyenne : la Chine est à présent le pays d'Asie le plus inégal, son coefficient de Gini [des inégalités de revenu] ayant bondi de 0,21 dans les années 1960 à 0,46 aujourd'hui¹².

Consommation ou démocratie ?

Dans un monde où la modernité de la classe ouvrière et du socialisme a été déclarée obsolète, la société de classe moyenne (*middle-class society*) est devenue le symbole d'un autre avenir. Les pays développés de l'Atlantique Nord sont rétrospectivement affublés du titre de sociétés de classe moyenne – bien qu'il s'agisse d'une notion états-unienne qui n'a jamais vraiment correspondu à la réalité européenne. Le cœur de cette utopie tient dans un rêve de consommation sans frein, d'une classe moyenne prenant possession de la planète, achetant des voitures, des maisons et une infinie variété de biens électroniques, et soutenant une industrie globale du tourisme. Alors que ce consumérisme globalisé peut constituer un cauchemar pour des personnes écologiquement conscientes, il fait saliver les hommes d'affaires et leurs publications. La consommation des classes moyennes présente également le grand avantage de ne pas empiéter sur les privilèges des riches tout en fournissant un horizon d'attente paisible aux classes populaires. La face sombre de ce rêve tient dans un exclusivisme qui lui est inhérent. Les personnes qui n'appartiennent pas à la classe moyenne – ou à la classe riche – n'ont aucune marge de manœuvre ni d'atouts pour s'en sortir. [...]

Les médias libéraux veulent voir en une classe moyenne ascendante l'avant-garde de la réforme démocratique. Mais la controverse intellectuelle autour de la classe moyenne asiatique est un peu plus réaliste quant à son rôle politique probable. Une recherche importante a conclu que « les classes moyennes ont tendance à se montrer opportunistes dans leurs attitudes à l'égard de la réforme et de la démocratie »¹³. Le dégoût suscité par la classe politique indienne a conduit à un phénomène politique rare : une participation électorale plus faible en haut de l'échelle sociale que parmi les anciennes castes dites « intouchables » – *dalits* – et les pauvres¹⁴. Les populations d'Amérique latine ont déjà appris, pour en avoir fait l'amère expérience au 20^{ème} siècle, que le lien entre la classe moyenne et la démocratie n'a rien de nécessaire, ses membres s'opposant activement à la démocratie en Argentine (1955-1982), au Chili (1973) et au Venezuela (2002).

Le texte de Birdsall fait référence, en passant, à un autre scénario à propos de la classe moyenne, qui prévoit une confrontation entre les riches et le reste des populations, la classe moyenne jouant un rôle important au sein du second élément. Comme le chercheur hongkongais Alvi So l'a remarqué, l'Asie de l'Est peut être citée à l'appui de cette thèse, dans la mesure où la région a souvent vu des professions appartenant à la classe moyenne « au premier rang de protestations anti-États » – cela sans parler des manifestations contre le FMI ou le militarisme états-unien. Cet alignement de la classe moyenne sur les masses contre l'oligarchie a été central durant le « printemps des peuples » en 1848, dont on a pu percevoir les échos dans les soulèvements de 2011 des deux côtés de la Méditerranée. Au Caire et à Tunis, à Barcelone et à Madrid, des cadres d'une cinquantaine d'année ont manifesté aux côtés des étudiants et de la jeunesse au chômage. Les uns étaient d'ailleurs souvent les parents des autres – une solidarité intergénérationnelle dont les radicaux de 1968 n'ont jamais fait l'expérience.

Alors qu'aucune démocratie ne devrait se rendre dépendante d'une classe moyenne, des mobilisations de classe moyenne contre des régimes autoritaires ont, en plusieurs occasions, été décisives. La plus importante des révolutions de classe moyenne (*middle-class revolutions*) au 21^{ème} siècle, du moins jusqu'à maintenant, est sans aucun doute la révolution égyptienne, en raison de la taille et de l'importance du pays dans la région. [...] Comme dans le reste de l'Afrique du Nord, les études supérieures s'étaient généralisées à un rythme rapide dans les années précédentes - y compris pour les femmes, ce qui crée des brèches dans le patriarcat officiel. Mais cette nouvelle classe moyenne instruite était pour l'essentiel composée de chômeurs ou de diplômés embauchés en-dessous de leurs qualifications¹⁵. [...]

De plus, le régime politique n'était pas simplement corrompu et oppressif ; il n'avait aucune perspective à offrir, ni à la nouvelle cohorte de diplômés, ni à leurs aînés sous-payés. [...] Ce qui demeurait de l'héritage nassérien était à présent aux mains de magnats privés. Les liens qui avaient associé la classe moyenne au régime étaient rompus par le régime lui-même. Comme dans l'Europe de 1848, la classe ouvrière égyptienne a aussi pris part au processus révolutionnaire, même si elle n'en a pas été la force principale : la mémoire des précédentes batailles - telles que la grève réprimée de El Mahalla El Kobra en 2008 - a grandement contribué à la mobilisation. Mais la révolution égyptienne a rapidement été confrontée au problème du « 18 brumaire », à savoir le fossé entre des éléments radicaux concentrés dans les villes et une population rurale largement conservatrice beaucoup plus forte numériquement. Les radicaux égyptiens ont subi une défaite électorale, comme leurs prédécesseurs français un siècle et demi avant eux. Cela ne signifie pas que la révolution de 2011 sera complètement renversée - pas plus que la victoire de Napoléon III n'a effacé les acquis de 1848. Mais cela met en évidence une faiblesse des rébellions propres à la classe moyenne, même sous leurs formes les plus fortes et les plus radicales.

Potentialités pour la classe ouvrière

On a beau se souvenir comme si c'était hier du temps où la classe ouvrière semblait constituer l'avenir du développement social, ce temps a peu de chances de revenir. L'apogée du capitalisme industriel en Europe et en Amérique du Nord donnait du pouvoir à son principal adversaire, le mouvement ouvrier, tout comme Marx l'avait prédit. Mais c'est une époque révolue. Les économies développées se désindustrialisent, et leurs classes ouvrières sont divisées, défaites et démoralisées. Le relais industriel a été passé à la Chine, centre émergent de la capacité manufacturière mondiale. Ses travailleurs industriels sont encore largement des immigrés dans leurs propres pays, du fait de la persistance du système du *hukou*, distinguant les droits des natifs des villes et des campagnes. La croissance industrielle chinoise renforce pourtant la position des travailleurs, conformément à ce que Marx aurait pu prévoir : les grèves sont devenues plus fréquentes, et les salaires augmentent. On ne peut exclure l'hypothèse d'une nouvelle phase de conflits sociaux portant sur la répartition de la richesse, opérant un déplacement d'Europe en Extrême-Orient. [...] Des centres de « service » et de « conseil » pour la classe ouvrière ont commencé à apparaître, nombre d'entre eux étant financés par des fonds étrangers. Ils collaborent occasionnellement avec les syndicats officiels ou une section locale du Parti. Mais il est probablement bien plus fréquent que les autorités locales se rangent du côté des employeurs. [...]

Ailleurs, les chances de transformations politiques dont des partis ouvriers seraient les fers de lances paraissent encore plus minces - qu'il s'agisse de transformations à caractère

réformiste ou révolutionnaire. La classe ouvrière industrielle d'Inde est numériquement moins importante que celle de Chine : elle représente à peine plus d'un sixième de la main-d'œuvre, contre un quart en Chine. Ce sont toujours les stratégies familiales ou individuelles qui priment. Parmi les salariés réguliers, le taux de syndicalisation est substantiel, estimé à 38%¹⁶. Mais ces travailleurs sont divisés entre douze fédérations syndicales nationales, les principales d'entre elles étant liées à des partis politiques. Le point culminant du pouvoir syndical indien remonte au début des années 1980, et depuis lors les syndicats ont essuyé des défaites cuisantes tant dans les principaux centres industriels, que dans les usines textiles de Mumbai et dans la production de toile de jute à Calcutta. Les syndicats d'Inde se sont maintenus tant bien que mal, sans parvenir à se constituer en pôle de rassemblement des grandes masses de travailleurs pauvres.

Depuis la chute de Suharto, le mouvement syndical indonésien a connu une résurgence, mais surtout sous la forme de syndicats d'établissements, concentrés dans le secteur formel – qui ne représente qu'un tiers de la force de travail – et principalement parmi les cols blancs, dans les banques par exemple. [...] Mais le travail est loin d'être un acteur social majeur, et même dans le secteur formel le taux de syndicalisation ne dépasse pas un dixième. Les tentatives de former un parti travailliste ont jusqu'ici été vaines¹⁷. [...] La Corée du Sud, un pionnier du développement industriel asiatique, a peu de chances de produire un mouvement comparable à ceux de l'Europe du 20^{ème} siècle, malgré l'importance persistante de ses syndicats. La féroce exploitation de la force de travail sous les régimes militaires de la Guerre Froide était devenue l'un des points de cristallisation de l'opposition démocratique des années 1980. [...] Les syndicats ont depuis connu une érosion causée par la désindustrialisation et la croissance de l'emploi dans le secteur des services. [...]

La classe ouvrière russe qui avait fait la Révolution de 1917 fut largement éliminée par la guerre civile qui s'ensuivit, et celle qui fut recrée sous commandement soviétique fut balayée et privée de pouvoir par la restauration capitaliste des années 1990. Des vagues de grèves, en 1989 et 1991, contribuèrent à la chute de Gorbatchev, mais la Russie post-soviétique avait encore moins à offrir aux travailleurs que l'ancien système, et l'espérance de vie s'effondra au cours de la décennie suivante. Le Parti communiste est encore une force électorale assez importante, mais il s'appuie sur une nostalgie nationaliste plutôt que sur la moindre idéologie de gauche. Aucune organisation sociale-démocrate n'est parvenue à s'établir. La fédération syndicale de Russie conserve des effectifs de membres conséquents, mais n'a pas fait grand-chose pour défendre les intérêts des travailleurs.

Le mouvement syndical construit par les travailleurs de São Paulo a créé un cadre politique couronné de succès, le Parti des travailleurs (PT), dont le candidat fut élu en 2002, lors de sa quatrième tentative, pour devenir un très populaire président du Brésil. Le PT a transformé le paysage social du pays, en luttant contre la pauvreté extrême, en développant des projets d'éducation populaire, et en faisant accéder plus de travailleurs au secteur formel, dans lequel leurs droits sont protégés par la loi¹⁸. Mais il n'a jamais cessé d'être une coalition de nombreux mouvements sociaux des plus divers, et ses présidents aussi bien que ses cadres régionaux ont dû exercer le pouvoir en s'appuyant sur d'obscurs réseaux de clientélisme et de patronage. Aujourd'hui, comme nous l'avons vu, Dilma Rousseff aspire à construire un Brésil « de classe moyenne », pas un pays de travailleurs ou de salariés. Pourtant, parmi les États-« géants » que compte le monde, son pays demeure celui dont les forces de gauche sont les plus puissantes, et qui offre les perspectives les plus favorables au changement social.

L'Afrique du Sud est une autre puissance économique émergente, dotée d'un mouvement ouvrier fort et bien organisé qui appartenait à la coalition ayant dirigé la lutte contre l'apartheid. Mais depuis son arrivée au pouvoir en 1994, l'ANC prend soin en priorité de l'élite économique noire : un exemple criant de cette situation est l'ancien dirigeant des mineurs, Cyril Ramaphosa, devenu riche homme d'affaires. Malgré une réduction significative de la pauvreté extrême, les inégalités sont probablement plus importantes en 2009 que lors de la chute de l'apartheid¹⁹. Les grandes grèves minières engagées en août 2012 ont été lancées par un nouveau syndicat, rival de l'ancien : elles ont d'emblée fait face à une sanglante répression prenant appui sur des lois anti-contestation datant de l'apartheid. Quelle que soit l'issue finale de la vague de grèves, l'hégémonie ouvrière en Afrique du Sud est une perspective lointaine.

Aucune grande marche en avant des classes laborieuses, au sens classique de l'expression, n'est perceptible dans le monde d'aujourd'hui, et pourtant nous pouvons constater des avancées sur plusieurs fronts. Le complexe capital-travail s'étend et continuera de le faire. Il faut s'attendre à ce que les travailleurs formulent leurs propres revendications pour faire face au nouveau monde industriel, se renforcent en s'organisant, et prennent de l'ambition au fil du temps. Aussi difficile soit-il d'envisager une transformation de la société précipitée par la petite dialectique de la lutte des classes telle que théorisée par Karl Marx, l'expansion du capitalisme et la croissance de ses inégalités feront que la classe ouvrière jouera encore un rôle dans l'arène politique du 21^{ème} siècle.

Perspectives plébésiennes

L'étendard rouge est passé de l'Europe à l'Amérique latine, seule région du monde où le socialisme soit actuellement à l'ordre du jour, avec des gouvernements au Venezuela, en Équateur, et en Bolivie qui parlent d'un « socialisme du 21^{ème} siècle ». Il s'agit également de la seule région où les gouvernements de centre-gauche dominant, sous le poids du Brésil et de l'Argentine, et où les inégalités se réduisent – toutes proportions gardées il est vrai, par rapport au niveau d'inégalité andin. Le « socialisme » de Morales, Correa et Chavez est un phénomène politique nouveau, qui affirme son indépendance des modèles politiques de gauche de l'Europe et de l'Asie du 20^{ème} siècle, et s'avère fort hétérogène. Il tire son soutien de nombreuses couches sociales : les pauvres des villes (habitants des bidonvilles, travailleurs informels, vendeurs de rue) ; les populations d'ascendance indigène ou africaine ; les secteurs progressistes des strates intermédiaires (professions libérales, employés à cols blancs). Les travailleurs industriels sont rarement à l'avant-garde : tandis que le prolétariat minier résiduel de Bolivie s'est uni aux paysans producteurs de coca pour soutenir Morales, la principale fédération syndicale vénézuélienne avait en fait soutenu le coup d'État manqué en 2002. [...]

L'idéologie des forces progressistes d'Amérique latine est constituée de nombreux courants différents. Chavez tire son inspiration du nationalisme militaire de gauche du Pérou et voit en Fidel Castro l'un de ses principaux mentors, tout en développant son propre style de populisme démocratique, puisant abondamment (quoique sélectivement) dans l'héritage de Simon Bolivar. Morales est un dirigeant indigène d'origine ethnique mixte, qui tient ses talents de négociateur de ses premières armes dans le syndicat des producteurs de coca, et travaille aux côtés d'un *indigenista* vétéran, le vice-président Alvaro Garcia-Linera. En Équateur, Rafael Correa est un économiste de formation, influencé par la théologie de la libération, entouré d'une équipe de jeunes penseurs talentueux dont les positions s'échelonnent entre le nationalisme de centre-gauche et le marxisme. Les cercles

entourant Dilma Rousseff, Cristina Fernandez de Kirchner et José Mujica se situent quelque peu à droite de ceux des précités, mais leurs idées sont tout aussi éclectiques. Au Mexique, le mouvement emmené par Andres Manuel Lopez Obrador – privé par deux fois de la présidence par une mince défaite (ou un fraude) – associe austérité républicaine et réformes sociale-démocrates.

Certes, l'Amérique latine n'offre pas un modèle exportable au reste du monde dans un futur proche. Mais si des transformations radicales doivent se produire dans les années à venir, elles auront certainement plus en commun avec les événements récents dans cette région qu'avec les expériences réformistes ou révolutionnaires du 20^{ème} siècle, reposant sur un prolétariat salarié – un acteur social qui constitue une petite minorité des travailleurs dans une grande partie de l'Afrique et de l'Asie. Tout en tirant leur pouvoir du recul de l'illettrisme et des nouveaux moyens de communication, les mouvements populaires de classe font face à de grands obstacles : des divisions ethniques, religieuses, ou liées aux différentes formes d'emploi. Mais seuls les programmes et les formes organisationnelles qui tiennent compte de ces obstacles auront des chances sérieuses de rassembler ces strates plébéiennes.

À l'échelle locale, on peut déjà observer de nombreuses initiatives de ce type. Les *cocaleros* boliviens pourraient bénéficier de l'expérience de mobilisation du savoir-faire organisationnel des mineurs au chômage. Un syndicat de Maputo, au Mozambique, après l'expulsion de ses membres du secteur formel, a créé une association de vendeurs de rue. Ce n'était d'ailleurs pas une première : les vendeurs de rue ont désormais leur propre internationale, StreetNet, basée en Afrique du Sud. À Mexico, ils constituent une force politique que le maire ne peut se permettre de négliger. Les travailleuses indiennes du secteur informel ont établi leurs propres structures de secours mutuel dans des villes comme Mumbai, Chennai, et Ahmedabad, et au sein de l'association nationale des femmes en situation d'auto-emploi (*Self-Employed Women's Association*). Les syndicats ont souvent canalisé de larges protestations populaires contre la hausse des prix et les régimes autoritaires, l'exemple le plus récent étant la Tunisie lors de la révolte contre Ben Ali. Les travailleurs du secteur formel ont pris la tête des protestations, mais les revendications syndicales ont été soutenues par de larges coalitions sociales, s'étendant bien au-delà de ce milieu. [...] L'idée de classe, dans ce contexte, devient une boussole d'orientation – vers les peuples, les exploités, les opprimés, les démunis, dans toute leur diversité – et non une catégorie structurelle qu'une « conscience » devrait venir combler. [...]

Nous pouvons ainsi identifier quatre perspectives de classe pour les décennies à venir, qui paraissent plausibles sous le regard du sociologue : la globalisation du consumérisme de classe moyenne ; la rébellion politique de la classe moyenne ; la lutte de classe industrielle – entraînant peut-être de nouveaux compromis sociaux – centrée sur l'Asie de l'Est ; et des mobilisations hétérogènes des classes populaires. Le caractère social du nouveau siècle demeure indéterminé, mais la question des classes sera assurément d'une importance vitale.

Nouvelle géopolitique de la gauche

Le déclin du socialisme industriel centré sur l'Europe a de vastes implications, non seulement dans la constitution de forces sociales, mais aussi dans leur organisation. La forme parti – qu'il s'agisse des partis de masse de la social-démocratie allemande ou du communisme italien, ou des avant-gardes léninistes plus restreintes – a perdu beaucoup de

son attrait. Hors d'Europe, les syndicats ont déjà pris conscience des limites de tels partis, et tentent de se lier à divers mouvements sociaux et ONG. Pourtant, l'influence politique a un besoin vital de véhicules organisationnels. L'impact des mobilisations de 2001 en Argentine a été plus important que celui des Indignés d'Espagne une décennie plus tard, principalement du fait de la disponibilité d'un appareil politique progressiste : l'aile gauche du mouvement péroniste. [...]

Cela étant dit, une dynamique nouvelle et puissante est néanmoins apparue ces dernières années. Nous avons vu l'émergence de réseaux lâches et décentralisés, des subsidiaires d'Al-Qaida et du Tea Party aux mouvements de protestation de gauche de 2011. Les formes d'organisations sans leaders, « en étoile de mer », font l'objet d'un vif engouement dans des revues de management souvent en proie aux effets de mode. Le caractère « non-hiérarchique » de telles entités n'est ni démocratique ni progressiste en soi, comme l'illustrent les exemples cités. Mais les délibérations collectives et l'autonomie individuelle sont sans aucun doute de précieux héritages de 1968, et devront faire partie de tout projet futur de gauche. D'un point de vue idéologique, ces nouveaux mouvements ont été marqués par des démarches de rejet mêlé de pragmatisme. Le rejet et l'indignation ont nourri des mobilisations populaires, aux cibles cependant fort diverses : dans beaucoup de pays arabes, ce sont des atteintes perçues à la religion musulmane qui ont suscité des protestations ; les sympathisants du *Tea Party* expriment leur colère face à toute subvention publique (de désendettement immobilier, ou d'assurance de santé destinée à des « perdants » à bas salaires ; quant au mouvement *Occupy*, il exploite la colère populaire contre les plans de sauvetage des banques et la dégradation des conditions de vie dans le cadre d'un capitalisme de connivence. [...]

Le 20^{ème} siècle de la classe ouvrière fut dans une large mesure une création européenne. [...] Le développement capitaliste avait créé une classe ouvrière susceptible de s'appuyer sur une vaste alphabétisation pré-industrielle et des traditions d'organisation par guildes de métier. Du fait de la position hégémonique de l'Europe, son modèle de politique de classe s'étendit aux autres continents [...]. Ce modèle s'implanta aux quatre coins de la planète, mais son contenu connut des mutations lors de son ancrage dans des sociétés non-européennes. Le mouvement ouvrier fut le don de l'Europe au monde. Il inspira des forces puissantes et novatrices sur tous les continents, depuis les partis ouvriers et paysans d'Amérique du Nord jusqu'à la théorisation inédite de la question indigène péruvienne par Mariategui, ou des entreprises de construction d'un socialisme arabe ou africain, à la mobilisation de paysans chinois ou vietnamiens par des partis communistes sous la bannière de l'indépendance nationale. Cet héritage n'a pas été complètement dilapidé, comme nous l'avons montré. Mais l'Europe ne peut plus offrir une perspective globale pour l'émancipation, le développement et la justice. Pour l'heure, nous manquons même de telles perspectives pour ce continent lui-même.

La gauche du 20^{ème} siècle eut deux sources d'inspiration. L'une était située en Europe occidentale – par-dessus tout, dans la France de la Révolution et l'Allemagne du mouvement ouvrier marxiste. Elle représentait l'avenir de la région du monde la plus développée et la plus puissante, diffusant des idées et des programmes, des principes d'organisation et des modèles de changement. [...] L'autre source se situait à la périphérie de la puissance et de la richesse globales, partout où la révolution fut dirigée par des courants politiques inspirés par le marxisme européen. La première expérience, et la plus importante, est celle de l'Union soviétique, avec dans son sillage, celles de la Chine et de Cuba. Elles offrirent des modèles de prise du pouvoir et de transformation sociale pour les révolutionnaires en puissance dans le monde entier, aussi bien que des ressources

financières pour les soutenir. L'Amérique latine – avec ses configurations sociales complexes et ses *bricolages* idéologiques – est ce qui ressemble le plus à un tel centre dans le monde d'aujourd'hui, mais sans s'en approcher réellement. La gauche du 21^{ème} siècle sera plus probablement dé-centrée, et quoi qu'il en soit, l'Amérique latine est sans doute une région trop petite pour allumer un phare éclairant le monde entier – même à supposer que les transformations sociales en cours soient poussées jusqu'au bout. Pour qu'une gauche nouvelle parvienne à conquérir une véritable influence globale, un enracinement plus profond en Asie sera indispensable.

Nous assistons à l'aube d'une nouvelle ère : s'y esquisser de nouveaux rapports entre classes et nations, entre idéologies, identités et mobilisations, de nouveaux rapports politiques de gauche à l'échelle globale. La fin de la guerre froide n'a apporté, en fait de « dividendes de la paix », qu'un nouveau cycle de guerres. Le triomphe du capitalisme occidental n'a pas créé une prospérité universelle, mais une envolée des inégalités et des crises économiques récurrentes : Asie de l'Est, Russie, Argentine, et maintenant les turbulences euro-étatsuniennes qui se poursuivent. Les grands problèmes qui se sont toujours posés à la gauche – l'exploitation capitaliste et l'impérialisme, les hiérarchies oppressives de genre ou d'ethnicité – se sont reproduites dans le nouveau siècle. La lutte continuera : de cela nous pouvons être certain. Mais qui y imprimera sa marque – la nouvelle classe moyenne, ou les masses plébéiennes ?

Traduit par Grégory Bekhtari, Mathieu Bonzom et Ugo Palheta.

Nos contenus sont placés sous la licence Creative Commons [\(CC BY-NC-ND 3.0 FR\)](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/). Toute parution peut être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.

Image en bandeau [via le site de Göran Therborn](#).

références

références

- ↑ **1** « *Rerum Novarum* » (1891).
- ↑ **2** Judith Banister, « Manufacturing employment in China », *Monthly Labor Review*, July 2005, p. 11.
- ↑ **3** Branko Milanovic, *The Haves and the Have-Nots*, Basic Books, 2011, p. 112.
- ↑ **4** Fonds monétaire international, *World Economic Outlook 2007*, New York, 2007, p. 37. « Top 1% increase share of us income », *International Herald Tribune*, 27 October 2011; « Oligarchy, American style », *International Herald Tribune*, 5-6 November 2011.
- ↑ **6** M. Grimm *et al.*, « Inequality in Human Development: An Empirical Assessment of 32 Countries », *Social Indicators Research*, vol. 97, issue 2, 2010.

- ↑7 Joe Leahy, « Financial Times interview: Dilma Rousseff », *Financial Times*, 3 October 2012. Son mentor politique avait déjà évoqué son engagement en faveur d'une classe moyenne émergente au moment de défendre sa réélection en 2006 : « Brazil voit l'émergence d'une nouvelle classe moyenne. Si je suis élu, j'accorderai une attention particulière à ce groupe ». Voir Richard Bourne, *Lula of Brazil*, London 2010, p. 204.
- ↑8 OCDE, *Perspectives of Global Development 2012*, Paris 2011, p. 103 ; Nancy Birdsall, « The (Indispensable) Middle Class in Developing Countries », *Center for Global Development Working Paper 207*, Washington 2010.
- ↑9 Abhijit Banerjee and Esther Duflo, « What is Middle Class about the Middle Classes around the World? », *MIT Department of Economics Working Paper*, no. 7-29, 2007.
- ↑10 Xiaohong Zhou, « Chinese Middle Class: Reality or Illusion? », in Christophe Jaffrelot and Peter van der Veer (dir.), *Patterns of Middle Class Consumption in China and India*, New Delhi 2008, p. 124.
- ↑11 He Jin, « The Transformation and Power of "Middle Class" Language in Chinese Media Publications », in Li Chunling (dir.), *The Rising Middle Classes in China*, Milton Keynes 2012.
- ↑12 Zhou Xiaohong and Qin Chen, « Globalization, Social Transformation and Construction of the Chinese Middle Classes », in Li (dir.), *Rising Middle Classes in China*, p. 52.
- ↑13 Hsin-Huang Hsiao, « Prioritizing the Middle Classes: Research in Asia-Pacific », in Hsiao, ed., *The Changing Faces of the Middle Classes in Asia-Pacific*, Taipei, 2006, p. 7.
- ↑14 Christophe Jaffrelot, « The Indian middle class and the functioning of the world's largest democracy », in Jaffrelot et al. (dir.), *Patterns of Middle Class Consumption in China and India*, Sage, 2008, p. 47.
- ↑15 Paul Mason, *Why It's Kicking Off Everywhere*, Verso, 2012 ; Manuel Castells, *Networks of Outrage and Hope*, Polity Books, 2012.
- ↑16 Anibel Ferus-Comelo, 'Unions in India at Critical Crossroads', in Craig Phelan, ed., *Trade Union Revitalisation*, Oxford 2007, p. 479.
- ↑17 Michele Ford, « Indonesia's New Unions », in Phelan, ed., *Trade Union Revitalisation*, Peter Lang, 2007.
- ↑18 Le nombre de travailleurs employés dans le secteur formel est passé de 45% en 2002 à 50% en 2008. Janine Berg, "Laws or luck? Understanding rising formality in Brazil in the 2000s", in Lee et al., eds, *Regulating for Decent Work*, p. 128.
- ↑19 The *Economist* (20 octobre 2012) a établi en 2009 un coefficient de Gini de 0,63 contre 0,59 en 1993, bien qu'il puisse y avoir des différences de mesures rendant la comparaison problématique.